



SNUIPP92



SNUIPP92

A l'appel des 8 sections départementales du SNUipp-FSU en Ile de France

Le Jeudi 10 avril : Le second degré et les lycéens, en grève et dans la rue contre les suppressions massives de postes.

Mardi 15 avril : Grève dans les écoles Manifestation régionale à 14 h

(lieu précisé ultérieurement, consultez le site du SNUipp92)

- Pour obtenir la création des postes nécessaires aux besoins du service public et des élèves dans l'école du 21ème siècle :
 - Abaissement des effectifs
 - Création de postes de maîtres supplémentaires
 - Augmentation du nombre de remplaçants
 - Développement des RASED
- Pour des contenus d'enseignement ambitieux pour tous les élèves, contre les nouveaux programmes passésistes et élitistes
- Pour des moyens qui permettent la prévention et la prise en charge sur le temps scolaire des enfants en difficulté , contre les stages de remédiation pendant les vacances
- Pour du temps de concertation supplémentaire pour les enseignants. Contre le bricolage transformant les heures du samedi matin en heures supplémentaires obligatoires qui stigmatisent les élèves les plus en difficulté
- Contre la mise en concurrence des écoles

D'ores et déjà, des contacts sont pris avec les autres syndicats afin de réaliser l'unité la plus large.



SNUIPP92



SNUIPP92

Stages de remise à niveau pendant les vacances

Le ministère de l'Education Nationale propose aux enseignants d'assurer des stages gratuits de remise à niveau à l'école, pour les élèves en difficulté des classes de CM1 et CM2 pendant le temps des vacances.

Pourquoi les enseignants dans leur majorité ne les feront pas ?

- parce que pour financer ces stages l'Etat va donner 23 millions d'euros alors qu'il ferme des classes et des postes d'enseignants (11800 cette année),
- parce que les parents légitimement inquiets pour l'avenir de leurs enfants sont abusés sur la portée de ces stages,
- parce que les enfants en difficulté ont droit aux vacances comme les autres,
- parce que les enseignants revendiquent depuis longtemps «plus de maîtres que de classes» pour travailler différemment, notamment avec des petits groupes d'élèves.
- parce qu'ils refusent de risquer de culpabiliser davantage les familles si elles refusent d'inscrire leurs enfants dans ces stages,
- parce qu'ils n'ont pas à désigner les enfants en difficulté pour qu'ils s'inscrivent dans des activités en dehors du temps de classe,
- parce que comme pour les autres salariés, la solution aux problèmes de pouvoir d'achat des enseignants est l'augmentation des salaires et non pas et non pas le recours des heures supplémentaires,
- parce qu'ils refusent l'annualisation de leur temps de travail et la flexibilité.

Les programmes nouveaux sont arrivés !

Ces programmes ne tiennent aucunement compte de la maturation intellectuelle et psychologique des enfants. Ils préconisent un retour en arrière et à de prétendues «bonnes vieilles méthodes». Dans cette logique, l'école maternelle devient très sélective et réductrice dans ses objectifs d'apprentissages en totale contradiction avec le développement psycho-affectif de l'enfant à cet âge. La scolarisation des enfants de 2-3 ans disparaît complètement.

Et pourtant, les programmes évoluant au fil des ans ont permis la réussite de nombreux élèves. Le nombre de bacheliers ne cesse de croître : □ Il atteint 150 000 en 1973, 250 000 en 1985 et 470 000 en 1998, en 2006, on compte 524 057 bacheliers.

Les «nouveaux» programmes ne s'appuient sur aucune recherche en sciences de l'éducation. Ils aboutissent à rendre plus précoces certains apprentissages et à encore plus creuser les écarts entre les élèves. Leur contenu est alourdi alors que les élèves ont 2 heures d'enseignement en moins. Ces programmes n'ont plus pour objectif de former des citoyens instruits et conscients, mais des élèves calibrés. Ils prônent des mécanismes d'apprentissages qui font appel à l'automatisme, à la répétition et abandonnent la démarche expérimentale, la recherche documentaire et l'acquisition de la pensée critique.

Les enseignants dans les écoles n'ont pas été associés à la rédaction de ces programmes et en ont assez d'être pris pour des girouettes qui appliqueraient bêtement les instructions qui leurs sont données mais qui changent tous les 5 ans !

Une pétition circule actuellement dans les écoles pour refuser la mise en place de ces programmes. Elle est déjà signée par de nombreux chercheurs en sciences de l'éducation, par les syndicats d'enseignants, par les associations de parents d'élèves et des partenaires de l'école.

Samedi matin supprimé au profit de quoi ?

La suppression du samedi matin entraîne 2 heures d'enseignement en moins pour les élèves.

Cela signifie que les programmes (avec un contenu alourdi) devront être réalisés dans leur totalité en moins de temps.

Les enseignants qui ont le même temps de travail qu'avant, devront prendre les enfants en difficulté, le midi, le soir après la classe, le mercredi matin.

La difficulté scolaire doit être prise en charge collectivement par les équipes, sur le temps de travail, en s'appuyant sur les RASED. Ce sont ces réseaux qui devraient être développés.

Cette organisation pointe encore un peu plus les enfants en difficulté. Ils ont comme les autres envie de se distraire après la classe. Comment vont-ils apprécier ce travail supplémentaire en sachant que leurs copains sont en train de jouer ?

Qui viendra chercher les enfants en dehors des heures habituelles ?

Comment ces enfants pourront-ils poursuivre leur participation à des activités sportives ou culturelles ?

Les enseignants demandent depuis longtemps du temps pour la formation, la concertation, la collaboration avec des chercheurs, l'élaboration de projets et la communication et l'information des parents d'élèves.

Toutes ces questions le Ministère ne se les est pas posées, mais les enseignants et les parents devront y répondre.

Le risque est grand qu'aucune organisation du temps et du travail ne soit satisfaisante, ni pour les élèves ni pour les parents ni pour les enseignants.

ALORS, TOUS EN GREVE LE 15 AVRIL !